

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 298

4 février 2016

SOMMAIRE

Aberdeen Global II	14260	Cypher S.A., SPF	14263
Accel London Investments IX S.à r.l.	14304	Cyriel Investissement S.A.	14263
ACH Management SA	14259	Dafere Limited	14263
Aketon Investissements S.A.-SPF	14259	Deco Line S.à r.l.	14261
Aketon Investissements S.A.-SPF	14260	Domus Mercurii Investments S.à r.l.	14261
Ålandsbanken Global Products SICAV II ...	14302	Dragon Investments	14262
Alfred	14260	Duhco S.A.	14263
Alize Worldwide Luxembourg S.A. - SPF ...	14264	Dutchester Investments SPF Sàrl	14262
Altlorenscheuerhof S.A.	14259	Dutchester Investments SPF Sàrl	14262
Altlorenscheuerhof S.A.	14259	ECF Cardiff Office S.à r.l.	14262
Ambiance Sun	14259	Evolv S.à r.l.	14263
Amléd SPF S.A.	14264	Excellia Consult	14264
Ancile (Luxembourg) Fund SICAV-FIS	14264	Melezes S.à r.l.	14296
An Hussen S.à r.l.	14258	Parcom SCSp	14297
Anysis S.à.r.l., SPF	14260	PosBer S S.à r.l.	14265
APF FinCo S.à r.l.	14258	SCHENGEN SCS 2	14287
ASAP-Lipamex S.à r.l.	14258	S.C.I. RIBEIRO IMMO	14299
Atlantic Union S.à r.l.	14258	Stella (LUX) Holding S.à r.l.	14280
B & D Associés s.à r.l.	14258	THB JV S.à r.l.	14293
Broker Consulting S.A.	14260	THEISEN & NOTHUM, Agence Principale	
B & S	14264	d'Assurances S.à r.l.	14304
Canach Re	14261	Valpi S.A.	14300
CardioNord S.à r.l.	14261	Vectorline Capital Management & Consulting	
C.B.C. Informatique S.A.	14261	S.à r.l.	14303
Cebtfin SPF S.A.	14262		

APF FinCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 123.440.

Les comptes annuels non audités de la Société au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 04 décembre 2015.

Pour APF Finco S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015197534/15.

(150221863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

An Hussen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3780 Tétange, 77-79, rue des Légionnaires.

R.C.S. Luxembourg B 160.824.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015197525/9.

(150222083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

ASAP-Lipamex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5447 Schwebsange, 111, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 98.550.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schwebsange, den 07.12.2015.

Référence de publication: 2015197542/10.

(150221696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Atlantic Union S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5240 Sandweiler, 28, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 46.853.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197545/10.

(150222402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

B & D Associés s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstroos.

R.C.S. Luxembourg B 138.156.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197551/10.

(150222203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Aketon Investissements S.A.-SPF, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 138.176.

Les comptes annuel au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.
Aketon Investissements S.A.-SPF
Robert van't Hoef
Administrateur

Référence de publication: 2015197511/13.

(150221743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

ACH Management SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 43.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, le rapport du réviseur d'entreprises agréé et la distribution de dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 octobre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015197501/11.

(150222030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Altlorenscheuerhof S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8059 Bertrange, Lorentzscheuer.
R.C.S. Luxembourg B 51.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 décembre 2015. Réjane Koczorowski.

Référence de publication: 2015197518/10.

(150221295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Altlorenscheuerhof S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8059 Bertrange, Lorentzscheuer.
R.C.S. Luxembourg B 51.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 décembre 2015. Réjane Koczorowski.

Référence de publication: 2015197519/10.

(150221296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Ambiance Sun, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 3, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 87.748.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197521/10.

(150221474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Aberdeen Global II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 136.363.

Les comptes annuels au 30 Juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 Décembre 2015.
Aberdeen Global II

Référence de publication: 2015197489/11.

(150221563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Aketon Investissements S.A.-SPF, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 138.176.

Les comptes annuel au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

AKETON INVESTISSEMENTS S.A.-SPF (anciennement AKETON INVESTISSEMENTS S.A.)
Robert van't Hoef
Administrateur

Référence de publication: 2015197512/13.

(150221744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Alfred, Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 159.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197514/10.

(150222079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Anysis S.à.r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 181.883.

Le Bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197533/10.

(150222100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Broker Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 99.577.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197599/10.

(150221523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

C.B.C. Informatique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 9, Zone Artisanale Op Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 124.561.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7/12/2015.

Référence de publication: 2015197605/10.

(150221331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

CardioNord S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 86.627.

Dépôt rectificatif du dépôt initial L140146152

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7.12.15.

Référence de publication: 2015197616/11.

(150221659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Canach Re, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 165.154.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL
Signature

Référence de publication: 2015197646/11.

(150222437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Deco Line S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6671 Mertert, 16, rue J.-P. Beckius.
R.C.S. Luxembourg B 186.640.

Les comptes annuels du 23.04.2014 au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197694/11.

(150222019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Domus Mercurii Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 82.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DOMUS MERCURII INVESTMENTS S.à r.l.
United International Management S.A.

Référence de publication: 2015197716/11.

(150222191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Cebtfin SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 53.292.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2015197655/12.

(150221834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

ECF Cardiff Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 141.114.

Les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2014 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un gérant

Référence de publication: 2015197741/12.

(150221606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Dragon Investments, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 138.362.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DRAGON INVESTMENTS

Référence de publication: 2015197718/10.

(150222142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Dutchester Investments SPF Sàrl, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 161.884.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197720/10.

(150222163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Dutchester Investments SPF Sàrl, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 161.884.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197721/10.

(150222164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Cypher S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 157.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

Cypher S.A., SPF

Référence de publication: 2015197677/11.

(150221924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Cyriel Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197678/10.

(150221959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Duhco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 19, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 83.889.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2015197690/10.

(150221920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Dafere Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 57.553.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DAFERE LIMITED

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015197691/11.

(150221238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Evolv S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3240 Bettembourg, 78, rue Michel Hack.

R.C.S. Luxembourg B 187.439.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/12/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015197765/12.

(150222026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Alize Worldwide Luxembourg S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-5326 Contern, 2, rue de l'Etang.

R.C.S. Luxembourg B 82.827.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015197515/11.

(150221685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Amled SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 44.534.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015197523/9.

(15022316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Ancile (Luxembourg) Fund SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 158.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, établis en Euros, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197526/12.

(15022252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

B & S, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 25, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 144.421.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Signature**Un mandataire*

Référence de publication: 2015197552/11.

(150221936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Excellia Consult, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8440 Steinfort, 32, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 149.782.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015197737/11.

(150222062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

PosBer S S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.300,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 201.678.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of November;

Before Us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Berlicorne SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 201264, represented by its general partner, E410 GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre du Commerce et des Sociétés) under number B 190044,

hereby represented by Peggy Simon, employee, professionally residing in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy given under private seal.

The aforesaid proxy, being initialled *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its aforesaid capacity, has requested the notary to draw up the following articles of association of a société à responsabilité limitée:

Chapter I. - Definitions

Articles of Association means the articles of association of the Company as amended from time to time;

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles of Association, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium and capital contribution account) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Ordinary Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association, and (iii) the Total Preferred Cancellation Amount, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + TPCA)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium and capital contribution account)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association

TPCA = the Total Preferred Cancellation Amount.

Board of Managers means the board of managers of the Company appointed from time to time;

Business Day means a day (other than a Saturday or Sunday) on which banks are generally open in Luxembourg for normal business;

Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the class of Ordinary Shares to be repurchased and cancelled by the number of Ordinary Shares in issue in such class of Ordinary Shares;

Chairman has the meaning given to it in article 12;

Class of Shares means an entire class of Shares of the Company;

Companies Act means the Luxembourg law on the commercial companies dated 10 August 1915, as amended;

Company means “PosBer L S.à r.l.”;

Financial Year has the meaning given to it in article 22;

General Meetings means the general meetings of the Shareholders of the Company; General Meeting means any of them;

Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date;

Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of a Class of Shares;

Laws means the laws of the Grand Duchy of Luxembourg;

Legal Reserve has the meaning given to it in article 25;

Luxembourg means the Grand Duchy of Luxembourg;

Managers means any member of the Board of Managers and Manager means any of them;

Ordinary Shares means all the class A shares, together with all the class B shares, the class C shares, the class D shares, the class E shares, the class F shares, the class G shares, the class H shares and the class I shares issued from time to time in the share capital of the Company and Ordinary Share means any of them;

Preferred Share means the class J share issued or to be issued in the share capital of the Company;

Secretary has the meaning given to it in article 12;

Shareholders means any person holding Ordinary Shares or the Preferred Share or to whom Ordinary Shares or the Preferred Share are transferred or issued from time to time (excluding the Company) in accordance with the terms of the Articles of Association, and Shareholder means any of them;

Shares means the Ordinary Shares and the Preferred Share.

Total Ordinary Cancellation Amount means the amount determined by the Board of Managers taking and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Ordinary Cancellation Amount shall be the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of Ordinary Shares unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Ordinary Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Total Preferred Cancellation Amount means the nominal value of the Preferred Share, increased by (i) the accrued and not yet declared Fixed Preferred Dividend (as defined under article 25) plus (ii) any share premium attached to the Preferred Share.

Chapter II. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the Companies Act, as well as by the Articles of Association.

Art. 2. Corporate name. The Company will have the name «PosBer S S.à r.l.» (hereafter the "Company").

Art. 3. Corporate objects. The corporate object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Schuttrange. The registered office of the Company may be transferred to any other place in Luxembourg by resolution of an extraordinary General Meeting. Notwithstanding the foregoing, the Manager or, should there be two or more Managers, the Board of Managers is hereby authorised to transfer the registered office of the Company to another address within Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether for military, political, economic or social reasons, that might prevent normal performance of the activities of the Company at its registered office, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation is normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding said temporary transfer of registered office, will remain a Luxembourg company. Any such decision to temporarily transfer the registered office abroad will be made by the manager or, should there be two or more managers, by the Board of Managers.

Chapter III. - Capital, Shares

Art. 6. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at thirteen thousand three hundred Euro (EUR 13,300.-) divided into thirteen thousand three hundred hundred (13,300) Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each, which are divided into:

- twelve thousand five hundred (12,500) class A shares (the "Class A Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one hundred (100) class B shares (the "Class B Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one hundred (100) class C shares (the "Class C Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one hundred (100) class D shares (the "Class D Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one hundred (100) class E shares (the "Class E Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one hundred (100) class F shares (the "Class F Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one hundred (100) class G shares (the "Class G Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one hundred (100) class H shares (the "Class H Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one hundred (100) class I shares (the "Class I Shares"), all subscribed and fully paid up; and
- zero (0) class J share.

The rights and obligations attached to the Ordinary Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Companies Act.

The rights and obligations attached to the Preferred Share are those set forth in the Articles of Association.

The holder(s) of the Ordinary Shares will be exclusively entitled to any and all rights attached to the share premium (if any) paid for the subscription of Ordinary Shares. The holder of the Preferred Share will be exclusively entitled to any and all rights attached to the share premium (if any) paid for the subscription of the Preferred Share.

In addition to the issued capital, there may be set up share premium account(s) to which any premium paid on any Ordinary Share or on the Preferred Share in addition to its nominal value is transferred. The amount on such premium account(s) may be used to provide for the payment of any Ordinary Shares or of the Preferred Share which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The General Meeting is also authorised to approve capital contributions without the issuance of new Ordinary Shares or Preferred Share by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the capital contribution account(s) of the Company. The amount recorded in such account(s) may be used to pay any Ordinary Shares or the Preferred Share which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Shares.

Section 1. Shares

Each Share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not. When the Company is composed of a single Shareholder, the single Shareholder may freely transfer its Shares. When the Company is composed of several Shareholders, the Shares may be transferred freely amongst Shareholders but the shares may be transferred to non-Shareholders only with the authorisation of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the share capital. Without prejudice to the right of the Company to redeem shares of one or several classes only in view of their cancellation, Shares of any class may only be transferred, whether to an existing Shareholder or a new Shareholder, simultaneously with a proportionate amount of Shares of each other Class of Shares held by the transferring Shareholder.

Section 2. Transfer of Shares

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 190 of the Companies Act and 1690 of the Luxembourg civil code. Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles of Association and of the resolutions validly adopted by the Shareholder(s).

Section 3. Profit Sharing

The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in article 25 in any year in which the General Meeting resolves to make any distribution of dividends.

Section 4. Voting rights

Each Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which Shareholders have the right to vote.

Section 5. Repurchase of Shares

The share capital of the Company may be reduced through:

I. First, the repurchase and cancellation of the Preferred Share; and

II. Then, the repurchase and cancellation of one or more entire classes of Ordinary Shares provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Class A Shares. In the case of repurchases and cancellations of classes of Ordinary Shares such cancellations and repurchases of Ordinary Shares shall be made in the following order:

- (i) Class I Shares;
- (ii) Class H Shares;
- (iii) Class G Shares;
- (iv) Class F Shares;
- (v) Class E Shares;
- (vi) Class D Shares;
- (vii) Class C Shares; and
- (viii) Class B Shares.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of any class of Shares (in the order provided for above), (i) the Preferred Share entitles its holder to the Total Preferred Cancellation Amount, and (ii) each such class of Ordinary Shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of Shares) to such portion of the Total Ordinary Cancellation Amount as is determined by the Board of Managers and approved by the General Meeting, and the holders of Ordinary Shares of the repurchased and cancelled class of Ordinary Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Ordinary Share of the relevant class of Ordinary Shares held by them and cancelled.

The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Companies Act.

Art. 8. Rights and duties attached to the Shares. Each Ordinary Share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company. The Preferred Share entitles its owner to the rights in the profits and assets of the Company provided in the Articles of Association Each Share entitles its owner to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles to all the shareholders.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. Events affecting the company. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. Managers. The Company is managed by one or more Managers. If several Managers are appointed, they will constitute a Board of Managers. The Shareholders may decide to appoint Managers of different classes, e.g. one or several class A Managers and one or several class B Managers.

The Managers shall be appointed by the Shareholders of the Company at the General Meeting which shall also determine the term of their office.

The Manager(s) need not be a Shareholder(s) of the Company. In the case where there is only one Manager, this sole Manager has all the powers of the Board of Managers.

Managers shall be re-eligible. In the event of a vacancy in the office of a Manager, the General Meeting shall be convened as soon as practicable in order to appoint a new Manager.

Where there are two or more Managers, the decisions of the Managers are taken by meeting of the Board of Managers.

Managers may be removed with or without cause and/or replaced at any time (ad nutum), by resolution adopted by the sole Shareholder or as applicable the General Meeting

Art. 13. Bureau. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his functions will be taken by one of the managers present at the meeting. The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

Art. 14. Meetings of the board of managers. The Board of Managers shall meet when convened by any one Manager.

Notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all Managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting, except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be discussed.

Convening notices can be given to each Manager by word of mouth, in writing or by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent of each Manager transmitted in writing, by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable means of communication.

Notice shall be deemed waived by any Manager attending the meeting in person or represented at said meeting.

The meeting will be duly held without prior notice if all the Managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a resolution previously adopted by the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company in Luxembourg or at such other place in Luxembourg as the Board of Managers may from time to time determine. Meetings of the Board of Managers shall not be held outside Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of Managers by appointing in writing or by facsimile, telegram, email, telex or any other suitable communication means, another Manager as his proxy.

A Manager may represent more than one Manager.

The Managers may participate in a Board of Managers meeting by telephone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the Managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction (except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting).

Participation in a meeting by these means is deemed equivalent to participation in person at such meeting.

Votes may also be cast by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means, provided that, in the last case, the vote is confirmed in writing.

The Board of Managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented.

Decisions of the Board of Managers shall be validly adopted by a majority of the votes of the Managers present or represented, provided that if the Shareholders have appointed one or several class A Manager(s) and one or several class B Manager(s), at least one (1) class A Manager and one (1) class B Manager votes in favour of the resolution.

Art. 15. Minutes - Resolutions. The deliberations of the Board of Managers shall be recorded in the minutes, which shall be signed by the Managers who attended the meeting. Any transcript of or excerpt from the minutes shall be signed by the chairman or by any two Managers of, if several classes of Managers have been appointed, by one class A Manager and one class B Manager.

Resolutions in writing approved unanimously and signed by all Managers shall have the same effect as resolutions passed at a Managers' meeting and shall bear the date of the last signature.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, facsimile, telegram, email, telex or any other suitable telecommunication means.

Art. 16. Powers. The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is/are vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present articles to shareholders fall within the competence of the board of managers.

Art. 17. Delegation of powers. The managers may, with the prior approval of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, entrust the daily management of the Company to one of its members. The managers may further delegate specific powers to any manager or other officers. The managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointments at any time.

Art. 18. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its sole Manager or, should there be two or more Managers, by the joint signature of any two Managers of the Company or, in case different classes of Managers have been appointed, by the joint signature of one (1) class A Manager and one (1) class B Manager.

Art. 19. Liability of the managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 20. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

Art. 21. Decisions of the shareholder(s). The single Shareholder assumes all the powers conferred to the General Meeting.

Should there be two or more Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of Shares he or she or it owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his or her or its shareholding. Each share shall give right to one vote at the General Meeting of Shareholder(s).

Unless resolutions are adopted in writing in accordance with article 18, resolutions of the Shareholders shall be adopted at a General Meeting.

The Shareholders may be convened to a General Meetings by the Board of Managers. The Board of Managers must convene a General Meeting following a request from Shareholders representing more than half of the share capital.

Written notice of any General Meeting shall be given to all Shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice. However, any Shareholder who is present at any General Meeting shall be deemed to have received a valid notice.

A Shareholder may procure his or her or its representation at any General Meeting by a proxy given to a proxy holder, who need not be a shareholder, (or, if the Shareholder is a legal entity, to its legal representative or representatives) provided that the proxy is given in writing, which may be transmitted by facsimile, e-mail, telegram, telex or any other means of written communication.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Shareholders representing more than half of the issued share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the Shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

Resolutions to alter the Articles or to wind up and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the Shareholders representing at least three-quarters of the Company's issued share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

Resolutions of Shareholders can, provided that the total number of Shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), instead of being passed at a General Meeting, be passed in writing. In this case, each Shareholder shall be served with an explicit draft of the resolutions to be passed, and shall sign the resolutions. The Shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board of Managers. Each manager shall be entitled to count the votes. Such resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of General Meetings shall have the force of resolutions passed at a General Meeting and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board of Managers.

Any reference in these Articles to resolutions of the General Meeting shall be construed as including the possibility of written resolutions of the Shareholders, provided that the total number of Shareholders of the Company does not in such event exceed twenty-five (25).

The General Meetings shall be held at the registered office of the Company in Luxembourg or at such other place in Luxembourg as the Board of Managers may from time to time determine. General Meetings shall not be held outside Luxembourg.

Any Shareholder may participate in a General Meetings by telephone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Art. 22. Financial year. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of the same year.

Art. 23. Financial statements. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 24. Allocation of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers.
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.

4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 25. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following Financial Year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves, share premium or capital contribution account to the Shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium and capital contribution account, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holder of the Preferred Share shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point ten per cent (0.10%) of the nominal value of the Preferred Share held by him/her/it, plus any accrued and unpaid dividends thereon (the "Fixed Preferred Dividend"), then;

- the holder(s) of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then;

- the holder(s) of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then;

- the holder(s) of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then;

- the holder(s) of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then;

- the holder(s) of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then;

- the holder(s) of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then;

- the holder(s) of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then;

- the holder(s) of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, then;

- the holder(s) of Class I Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution;

Should the whole last outstanding class of Ordinary Shares (by alphabetical order, e.g. Class I Shares) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of Ordinary Shares in the reverse alphabetical order (e.g. initially Class H Shares).

Subject to the conditions (if any) fixed by the Companies Act and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the Shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 26. Dissolution - Liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After the liquidation has been completed and after payment of all debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the remaining available amount will be paid first in priority to the holder of Preferred Share according to the nominal value of such Preferred Share increased by (i) the accrued and not yet declared Fixed Preferred Dividend and (ii) the share premium (if any) attached to the Preferred Share. Holder of Ordinary Shares will then be entitled to the remaining available amount (if any) on a pro rata basis (according to the number of Ordinary Shares held in the Company's capital by the holder of such Ordinary Shares).

Art. 27. Matters not provided. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Transitory provision

The first financial year shall start on the date of the incorporation and end on December 31st, 2016.

Subscription - Payment

The Articles of the Company having thus been drawn up, the appearing party, represented as stated hereabove, declares to have fully paid the shares by contribution in cash, so that the amount of thirteen thousand three hundred Euro (13.300,- EUR) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 183 of the law of August, 15, 1915, on commercial companies, as amended have been observed.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1.200.-).

Resolutions of the sole shareholder

1) The company will be administered by the following managers:

a) Mrs. Heidi CONNOLLY, born on September 28, 1984, in Luxembourg, residing professionally at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, as A Manager.

b) Mr. Laurence DOYLE, born on 5 August 1974 in Cork, Ireland, residing at 45 The View, Saint Wolstans Abbey, Celbridge, Kildare, Ireland, as class B Manager

2) The address of the corporation is fixed at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Echternach, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who has signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-huit novembre,

par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echtenach, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Berlicorne SCSp, une société en commandite spéciale de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 201264, représenté par son associé gérant commandité E410 GP S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190044,

ici représenté par Peggy Simon, employée, de résidence professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Chapitre I^{er} - Définitions

Statuts désigne les statuts de la Société, tels que modifiés;

Montant Disponible désigne le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) dans la mesure où les Associés auraient eu droit à des distributions de dividendes conformément aux dispositions des Statuts, augmentés (i) des réserves librement distribuables (y compris, pour éviter toute ambiguïté, la prime d'émission et l'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres - «capital contribution») et (ii) le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatif à la catégorie de Parts Sociales Ordinaires à racheter/annuler, mais diminués (i) des pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) des sommes à placer dans la ou les réserves conformément aux prescriptions du Droit ou aux Statuts, et (iii) le Montant Total d'Annulation Préférentielle chaque fois de la manière indiquée dans les Comptes Intérimaires concernés (sans double comptage, pour éviter toute ambiguïté) afin que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + MTAP)$$

Sachant que:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfice net (y compris les bénéfices reportés)

P = réserves librement distribuables (y compris la prime d'émission et compte d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres - «capital contribution»)

CR = montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatif à la Catégorie de Parts Sociales à annuler

L = pertes (y compris les pertes reportées)

LR = sommes à placer dans la ou les réserves conformément au Droit ou aux Statuts.

MTAP = Montant Total d'Annulation Préférentielle

Conseil de Gérance désigne le conseil de gérance de la Société, tel que nommé à la date considérée;

Jour Ouvré désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont normalement ouvertes au Luxembourg;

Valeur d'Annulation par Part Sociale désigne le Montant Total d'Annulation à appliquer à la Catégorie de Parts Sociales Ordinaires à racheter et annuler, divisé par le nombre de Parts Sociales Ordinaires en circulation dans cette Catégorie de Parts Sociales Ordinaires;

Président a le sens qui lui donné à l'article 12;

Catégorie de Parts Sociales désigne l'intégralité d'une catégorie de Parts Sociales de la Société;

Loi sur les Sociétés désigne la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales en date du 10 août 1915, telle que modifiée;

Société désigne PosBer L S.à r.l.;

Exercice Social a le sens qui lui donné à l'article 22;

Assemblées Générales désigne les assemblées générales des Associés de la Société;

Assemblée Générale désigne l'une d'entre elles;

Comptes Intérimaires désigne les comptes intérimaires de la Société, à la Date d'Arrêté des Comptes Intérimaires concernés;

Date d'Arrêté des Comptes Intérimaires désigne une date qui tombe au moins huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation d'une Catégorie de Parts Sociales;

Droit désigne le droit en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg;

Réserve Légale a le sens qui lui donné à l'article 25;

Luxembourg désigne le Grand-Duché de Luxembourg;

Gérants désigne les membres du Conseil de Gérance; et Gérant désigne l'un d'entre eux;

Parts Sociales Ordinaires désigne toutes les parts sociales de catégorie A, ensemble avec les parts sociales de catégorie B, les parts sociales de catégorie C, les parts sociales de catégorie D, les parts sociales de catégorie E, les parts sociales de catégorie F, les parts sociales de catégorie G, les parts sociales de catégorie H, les parts sociales de catégorie I;

Part Sociale Préférentielle désigne la part sociale de catégorie J émise ou à être émise au Capital Social de la Société;

Secrétaire a le sens qui lui donné à l'article 12;

Associés désigne une personne détenant des Parts Sociales Ordinaires ou la Part Sociale Préférentielle ou au profit de laquelle des Parts Sociales Ordinaires ou la Part Sociale Préférentielle sont transférées ou émises à une date donnée (à l'exclusion de la Société) conformément aux dispositions des Statuts; Associé désigne l'un d'entre eux;

Parts Sociales désigne les Parts Sociales Ordinaires et la Part Sociale Préférentielle;

Montant Total d'Annulation Ordinaire désigne le montant fixé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale sur le fondement des Comptes Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation Ordinaire est le Montant Disponible total de la Catégorie de Parts Sociales Ordinaires concernée au moment de l'annulation, sauf résolution contraire de l'Assemblée Générale délibérant comme en matière de modification des Statuts, sous réserve, cependant, que le Montant Total d'Annulation Ordinaire ne dépasse jamais ce Montant Disponible.

le Montant Total d'Annulation Préférentielle désigne la valeur nominale de la Part Sociale Préférentielle, augmentée par (i) le Dividende Préférentiel Fixe couru et non encore déclaré (tel que défini à l'article 25) et par (ii) toute prime d'émission attachée à la Part Sociale Préférentielle.

Chapitre II - Forme sociale, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la Loi sur les Sociétés, ainsi que par les statuts de la Société.

Art. 2. Dénomination. La Société aura la dénomination: "PosBer S S.à r.l." (ci-après "La Société").

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement de valeurs mobilières de toute espèce, et l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société peut également réaliser toutes les opérations ayant trait directement ou indirectement à l'acquisition de biens immobiliers, de biens et de droits immobiliers au Luxembourg et à l'étranger ainsi que toute participation dans toute

entreprise immobilière sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations et avoirs.

La Société peut également donner des garanties, accorder des sûretés, accorder des prêts ou autrement assister les sociétés dans lesquelles la Société a une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également acquérir des prêts, y compris à rabais, créer des prêts et prêter des fonds sous quelque forme que ce soit, avancer des sommes d'argent ou faire crédit à quelque condition que ce soit, y compris sans limitation ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre de participation ou de créance de quelque nature que ce soit à toute personne ou entité qu'elle juge appropriée dans le cadre de toute entreprise immobilière. La Société peut également conclure des opérations de swap, opérations à terme (futures, forwards), opérations sur produits dérivés, options, rachat, prêts de titres et autres opérations similaires, et, sans préjudice du caractère général de ce qui précède, employer toute technique et tout instrument dans le cadre de ses activités immobilières. La Société peut également conclure toute garantie, tout contrat d'indemnités, toute sûreté et tout autre contrat équivalent afin de recevoir le bénéfice de toute garantie et/ou sûreté accordée dans le cadre de ces activités immobilières. La Société peut assumer tous les rôles nécessaires dans le cadre de cette activité de prêt, y compris sans limitation, le rôle d'arrangeur, de gestionnaire principal, d'agent de facilité, d'agent des sûretés, d'agent de la documentation. La Société ne peut entreprendre de telles activités de prêt immobilier ou d'acquisition de prêt immobilier d'une manière qui l'obligerait à être réglementée vertu de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée, ou de toute loi ou réglementation future modifiant ou remplaçant cette loi.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autres, liées directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

En particulier, la Société fournira notamment aux sociétés dans son portefeuille les services nécessaires à leur administration, contrôle et développement. Pour ce faire, la Société pourra requérir et faire appel à l'assistance d'autres conseillers.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schuttrange. Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre endroit au Luxembourg par une délibération de l'Assemblée Générale extraordinaire. Nonobstant ce qui précède, le gérant ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, le conseil de gérance est autorisé à transférer le siège de la Société à n'importe quel endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer provisoirement le siège social à l'étranger sera prise par le gérant ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, par le Conseil de Gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre III - Capital Social et Parts Sociales

Art. 6. Capital social émis. Le capital social de la société est fixé à treize mille trois cents Euros (13.300,- EUR) divisé en treize mille trois cents (13.300) Parts Sociales d'une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, réparties en:

- douze mille cinq cents mille (12.500) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»), intégralement souscrites et libérées;
- cent (100) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), intégralement souscrites et libérées;
- cent (100) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C») intégralement souscrites et libérées;
- cent (100) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»), intégralement souscrites et libérées;
- cent (100) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»), intégralement souscrites et libérées;
- cent (100) parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»), intégralement souscrites et libérées;
- cent (100) parts sociales de catégorie G (les «Parts Sociales de Catégorie G»), intégralement souscrites et libérées;
- cent (100) parts sociales de catégorie H (les «Parts Sociales de Catégorie H»), intégralement souscrites et libérées;
- cent (100) parts sociales de catégorie I (les «Parts Sociales de Catégorie I»), intégralement souscrites et libérées; et
- zéro (0) part sociale de catégorie J.

Les droits et obligations attachés aux Parts Sociales Ordinaires sont identiques, sauf disposition contraire des Statuts ou de la Loi sur les Sociétés.

Les droits et obligations attachés à la Part Sociale Préférentielle sont ceux décrits dans les Statuts de la Sociétés.

Le ou les détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires seront bénéficiaires exclusifs de tout les droits attachés à la prime d'émission (s'il y en a) payée pour la souscription aux Parts Sociales Ordinaires. Le détenteur de la Part Sociale Préférentielle sera le bénéficiaire exclusif de tout les droits attachés à la prime d'émission (s'il y en a) payée pour la souscription de la Part Sociale Préférentielle.

En sus du capital social émis, un ou plusieurs compte(s) de prime d'émission peuvent être créés sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales Ordinaires ou sur la Part Sociale Préférentielle en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit de tel(s) compte(s) de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer toutes Sociales Ordinaires ou la Part Sociale Préférentielle que la Société souhaiterait racheter à son ou ses Associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à leur profit sous forme de dividende ou affecter des sommes d'argent à la Réserve Légale.

L'Assemblée Générale est également autorisée à approuver les apports en capital sans émission de nouvelles Parts Sociales Ordinaires ou de la Part Sociale Préférentielle par l'intermédiaire d'un paiement en numéraire ou en nature ou sous une autre forme, selon les modalités et conditions fixées par l'Assemblée Générale, dans la limite prescrite par la Loi sur les Sociétés Commerciales et qui sont à comptabiliser dans le ou les compte(s) «l'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres -capital contribution» de la Société. Le montant inscrit dans ce ou ces compte(s) peuvent être utilisés pour prévoir le paiement de toutes les Parts Sociales Ordinaires ou la Part Sociale Préférentielle que la Société pourra racheter à son ou ses Associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions à ou aux Associés ou d'allouer des fonds à la Réserve Légale.

Art. 7. Parts Sociales.

Section 1. Parts Sociales

Envers la Société, chacune des Parts Sociales est indivisible.

Les codétenteurs de Parts Sociales doivent être représentés envers la Société par un représentant unique, choisi ou non parmi eux.

En cas d'Associé unique, ce dernier peut céder librement ses Parts Sociales.

En cas de pluralité d'Associés, les Parts Sociales peuvent être librement cédées entre Associés. Cependant, les Parts Sociales pourront être cédées à des cessionnaires n'ayant pas la qualité d'Associés seulement avec l'accord des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Sans préjudice du droit de la Société de racheter les Parts Sociales composant une ou plusieurs catégories dans le seul but de les annuler, les Parts Sociales d'une catégorie peuvent être cédées - que ce soit à un Associé existant ou à un nouvel Associé -seulement en même temps que le nombre proportionnel de Parts Sociales de chaque autre Catégorie de Parts Sociales détenues par l'Associé cédant.

Section 2. Transfert des Parts Sociales.

La cession des Parts Sociales doit être établie par acte notarié ou acte sous seing privé. Cette cession sera opposable à la Société et aux tiers à condition d'en donner notification à la Société ou qu'elle soit acceptée par la Société, en application de l'article 190 de la Loi sur les Sociétés et de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.

Le fait d'être propriétaire d'une Part Sociale vaut acceptation tacite des Statuts et des résolutions valablement adoptées par le ou les Associés.

Section 3. Partage des bénéfices

Les bénéfices que la Société peut décider de distribuer seront alloués de la manière décrite à l'article 19 au titre de l'exercice social au cours duquel l'Assemblée Générale décide de procéder à une distribution de dividendes.

Section 4. Droits de vote

Chaque Part Sociale confère une voix à son détenteur s'agissant de toutes les questions ouvertes au vote des Associés.

Section 5. Rachat de Parts Sociales

Le capital social de la Société peut être réduit par:

I. le rachat et l'annulation de la Part Sociale Préférentielle; et

II. Ensuite, le rachat et l'annulation de l'intégralité d'une ou plusieurs Catégories de Parts Sociales Ordinaires, étant précisé cependant que la Société ne peut, en aucun cas, acheter et annuler les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A. En cas de rachats et annulations de Catégories de Parts Sociales Ordinaires, ces annulations et rachats seront effectués dans l'ordre suivant:

- (i) Parts Sociales de Catégorie I;
- (ii) Parts Sociales de Catégorie H;
- (iii) Parts Sociales de Catégorie G;
- (iv) Parts Sociales de Catégorie F;
- (v) Parts Sociales de Catégorie E;
- (vi) Parts Sociales de Catégorie D;
- (vii) Parts Sociales de Catégorie C; et
- (viii) Parts Sociales de Catégorie B;

En cas de réduction du capital social par rachat et annulation d'une Catégorie de Parts Sociales (dans l'ordre prévu ci-dessus), (i) la Part Sociale Préférentielle donne droit à son détenteur au Montant Total d'Annulation Préférentielle et (i) chaque Catégorie de Parts Sociales Ordinaires donne à ses détenteurs le droit (proportionnellement à leur participation dans la Catégorie de Parts Sociales concernée) à une fraction du Montant Total d'Annulation Ordinaire fixé par le Conseil de

Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale, et, la Société verse aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires de la Catégorie de Parts Sociales Ordinaires rachetée et annulée un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale Ordinaires pour chaque Part Sociale Ordinaires de la Catégorie de Parts Sociales Ordinaires concernée qu'ils détenaient et qui a été annulée.

La Société peut racheter ses propres Parts Sociales dans les limites prescrites par la Loi sur les Sociétés.

Art. 8. Droits et devoirs attachés aux Parts sociales. Chaque Part Sociale Ordinaire fait bénéficier son détenteur de droits équivalents aux profits et actifs de la Société. La Part Sociale Préférentielle fait bénéficier son détenteur aux droits aux profits et actifs de la Société décrits dans les Statuts. Chaque Part Sociale donne droit à son détenteur à un vote à l'Assemblée Générale des Associés. Si la Société a un Associé Unique, ce dernier exerce tous les pouvoirs qui sont accordés aux Associés par les Statuts et la loi.

La propriété d'une Part Sociale emporte acceptation implicite des Statuts et de la ou des résolution(s) de l'Associé Unique ou des Associés le cas échéant.

Les créanciers ou successeurs de l'Associé Unique ou de tout Associé ne doivent en aucun cas, et pour quelque raison que se soit, demander que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire des actifs de la Société soit ordonné par le juge; ils doivent, pour exercer leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'Associé Unique ou des Associés, le cas échéant.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Cession de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. Événements affectant la Société. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un Gérant ou plusieurs Gérants. Si plusieurs Gérants sont nommés, ils constituent le Conseil de Gérance. Les Associés peuvent décider de nommer des Gérants de différentes classes, par exemple un ou plusieurs Gérants de classe A et un ou plusieurs Gérants de classe B.

Les Gérants sont nommés par une résolution des Associés qui fixe la durée de leur mandat.

Les Gérants ne doivent pas nécessairement être Associés. Dans le cas où il n'y aurait qu'un seul Gérant, ce Gérant unique dispose de tous les pouvoirs du Conseil de Gérance.

Les Gérants sont rééligibles. En cas de vacances de postes d'un Gérant, les Associés seront convoqués dès que possible afin de nommer un nouveau Gérant.

Lorsqu'il y a deux ou plusieurs Gérants, les décisions des Gérants sont prises en réunion du Conseil de Gérance.

Tout Gérant peut être révoqué et remplacé à tout moment, ad nutum, par une résolution de l'Assemblée Générale ou par une décision de l'Associé Unique, selon le cas.

Art. 13. Bureau. Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut siéger, ses fonctions seront reprises par un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire et d'autres mandataires sociaux, associés ou non associés.

Art. 14. Réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunira sur la convocation faite par n'importe lequel des gérants.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins vingt-quatre (24) heures avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être exposée dans le procès-verbal de réunion du conseil de gérance.

Les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être données aux gérants oralement, par écrit ou par fax, télégramme, email, télex ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par fax, télégramme, email, télex, ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les gérants présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance sont présumés avoir renoncé à leur droit de recevoir une convocation concernant cette réunion.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiennent au siège de la Société, au Grand-Duché de Luxembourg, ou en tout autre lieu situé au Grand-Duché de Luxembourg, déterminé par le conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance ne peuvent se tenir en dehors du Grand-Duché du Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par fax, télégramme, télex ou tout autre moyen de communication approprié, un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Les gérants peuvent assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, visioconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment, à condition qu'à aucun moment une majorité des gérants participant à la réunion ne soit localisée dans le même pays étranger (sauf en cas d'urgence, dont la nature devra être relatée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance).

La participation à une réunion du conseil de gérance par de tels moyen équivaut à être présent en personne à cette réunion.

Les votes pourront également s'exprimer par fax, télégramme, email, télex, ou par tout autre moyen de communication approprié, étant entendu que, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si une majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à condition que, lorsque les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B votent en faveur de la décision.

Art. 15. Procès-verbaux - Décisions. Les délibérations de chaque réunion du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, signé par les gérants présents. Tout extrait ou copie de procès-verbal devra être signé par le président ou par deux gérants ou, lorsque les plusieurs classes de gérants ont été nommées, par un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Les résolutions écrites approuvées à l'unanimité et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance et portent la date de la dernière signature.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent être documentées soit dans un seul document, soit dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, fax, télégramme, email, télex ou tout autre moyen de communication approprié.

Art. 16. Pouvoirs. Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de disposition intéressant la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément aux associés par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil.

Art. 17. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut, avec l'autorisation préalable de l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres. Les gérants peuvent conférer des pouvoirs spécifiques à tout gérant ou autres organes. Les gérants peuvent nommer des mandataires disposant de pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

Art. 18. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la seule signature de son Gérant unique, et, lorsqu'il y a deux ou plusieurs Gérants, par la signature conjointe d'un (1) Gérant de classe A et d'un (1) Gérant de classe B.

Art. 19. Événements affectant la gérance. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 20. Responsabilité de la gérance. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 21. Décisions de l'associé ou des associés. L'Associé unique exerce tous les pouvoirs qui lui sont conférés par l'Assemblée Générale. En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque Associé possède des droits de vote proportionnellement au nombre de parts qu'il détient. Chaque Part Sociale donne droit à un vote à l'Assemblée Générale.

A moins qu'une décision ne soit adoptée par écrit conformément à l'article 18, les décisions doivent être adoptées lors d'une Assemblée Générale.

Les Associés doivent être convoqués à l'Assemblée Générale par le Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance devra convoquer une Assemblée Générale sur requête des Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite est donnée à tous les Associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée. Toutefois, tout Associé présent à l'Assemblée générale sera considéré comme ayant reçu une convocation valable.

Chaque Associé est autorisé à se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être associé, pour autant que ce mandataire soit porteur d'une procuration écrite, qui peut être transmise par télécopie, par courriel, télégramme, télex ou par tout autre moyen de communication écrite.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les Associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée à la majorité des votes exprimés, sans tenir compte de la proportion de capital social représentée.

Les résolutions relatives à la modification des Statuts ou à la dissolution et à la liquidation de la Société, ne peuvent être adoptées que par la majorité des Associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social, conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

Pour autant que le nombre total d'Associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25), les résolutions des Associés peuvent être prises par écrit, au lieu d'être prises lors de l'Assemblée Générale. Dans ce cas, le texte des résolutions à adopter est soumis à chaque Associé, qui signera les résolutions. Les Associés votent par écrit et doivent retourner leur vote à la Société dans le délai fixé par le Conseil de Gérance. Chaque Gérant peut effectuer le décompte des votes. Ces résolutions prises par écrit, lorsqu'elles sont signées par tous les Associés, auront le même effet et la même valeur que des résolutions prises lors d'une Assemblée Générale et porte la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé.

Toute référence dans ces Statuts à des résolutions de l'Assemblée Générale est considérée comme incluant la possibilité des résolutions des Associés prises par écrit, pour autant que le nombre total des Associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25).

L'Assemblée Générale se tient au siège de la Société, au Luxembourg, ou en tout autre lieu situé au Luxembourg, déterminé par le Conseil de Gérance. L'Assemblée Générale ne peut se tenir en dehors du Luxembourg.

Tout associé peut participer à l'Assemblée Générale, par téléphone, visioconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment.

Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 23. Bilan. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société. Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 24. Répartition des bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance.
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice.
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 25. Répartition des bénéfices. Le bénéfice net annuel de la Société est affecté à concurrence d'au moins cinq pour cent (5%) à la formation ou l'alimentation de la réserve requise par la loi (la «Réserve Légale»). Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. A l'issue de l'affectation à la Réserve Légale, le ou les Associés décident du mode d'affectation du solde du bénéfice net annuel en allouant tout ou partie du solde à la constitution d'une réserve ou d'une provision, en reportant cette somme sur l'exercice social qui suit ou en la distribuant, ainsi que du report à nouveau, des réserves distribuables, de la prime d'émission ou de l'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres - capital contribution à ou aux Associés, chaque Part Sociale conférant les mêmes droits dans le cadre de ces distributions. Si, au titre d'un exercice, la Société décide de distribuer des dividendes, prélever une somme sur le bénéfice net ou les réserves disponibles résultant des résultats mis en réserve (y compris la prime d'émission et l'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres - capital contribution), la somme affectée à ce titre sera distribuée selon l'ordre de priorité suivant:

- Premièrement, le détenteur de la Part Sociale Préférentielle est habilité à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule dix pour cent (0,10%) de la valeur nominale de la Part Sociale Préférentielle qu'il détient, plus tout dividende accru et non payé (le «Dividende Préférentiel Fixe»), ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie A sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule soixante pour cent (0,60%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A qu'ils détiennent, ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie B sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule cinquante-cinq pourcent (0,55%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B qu'ils détiennent, ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie C sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule cinquante pourcent (0,50%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C qu'ils détiennent, ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie D sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule quarante-cinq pourcent (0,45%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie D qu'ils détiennent, ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie E sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule quarante pourcent (0,40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E qu'ils détiennent, ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie F sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F qu'ils détiennent, ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie G sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule trente pourcent (0,30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie G qu'ils détiennent, ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie H sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie H qu'ils détiennent, ensuite;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie I sont habilités à recevoir le solde de toute distribution de dividendes.

Dans l'hypothèse où la totalité de la dernière Catégorie de Parts Sociales Ordinaires en circulation (par ordre alphabétique, c'est-à-dire les Parts Sociales de Catégorie I) aurait été annulée suite au remboursement, au rachat ou à un autre titre au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes sera affecté à la dernière Catégorie de Parts Sociales Ordinaires en circulation qui précède dans l'ordre inverse à l'ordre alphabétique (par exemple: initialement les Parts Sociales de Catégorie H).

Sous réserve des conditions (le cas échéant) prescrites par la Loi sur les Sociétés et conformément aux dispositions qui précèdent, le ou les Gérants sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux Associés. Le ou les Gérants fixent le montant et la date de paiement de ces acomptes sur dividendes.

Art. 26. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Après que la liquidation ait été effectuée et après paiement de toutes les dettes et obligations de la Société ou le dépôt de tout fonds à cet effet, le montant restant disponible sera alloué en priorité au détenteur de la Part Sociale Préférentielle selon la valeur nominale d'une telle Part Sociale Préférentielle augmentée (i) du Dividende Préférentiel Fixe accru et non encore déclaré, et (ii) de la prime d'émission (s'il y en a une) attachée à la Part Sociale Préférentielle. Le ou les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires auront droit au reliquat disponible, s'il y en a, sur une base proportionnelle (en fonction du nombre de Parts Sociales Ordinaires détenues dans le capital de la Société par un tel détenteur).

Art. 27. Dispositions générales. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la société commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

La partie comparante, ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire aux treize mille trois cents (13.300,-) parts sociales et les avoir libérées à concurrence de la totalité par un apport en espèce, de sorte que la somme de treize mille trois cents euros (13.300,- EUR) est désormais à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire

Le notaire instrumentant constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la société en raison du présent acte sont estimés à environ mille deux cents Euros (EUR 1.200.-).

Résolutions de l'associé unique

1) Le Société est administrée par les gérants suivants:

a) Madame Heidi CONNOLLY, né le 28 septembre 1984, a Luxembourg, avec adresse professionnelle au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, est nommé gérant de classe A

b) Monsieur Laurence DOYLE, né le 5 août 1974 à Cork, Irlande, et résidant au 45 The View, Saint Wolstans Abbey, Celbridge, Kildare, Irlande est nommé gérant de classe B

2) L'adresse de la Société est fixée à 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du document faite au mandataire agissant au nom de la partie comparante, celui-ci a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 19 novembre 2015. Relation: GAC/2015/10033. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190456/847.

(150213255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Stella (LUX) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4a, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 201.671.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of November.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CS Stella (LUX) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with share capital of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), and in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register;

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally at Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Said power of attorney, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Stella (LUX) Holding S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights and real estate, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company or by way of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares, having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and profits to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The Company may have one shareholder or several shareholders. The Company shall not be dissolved upon the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating managers will determine

this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any two managers jointly. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholder(s). An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's financial year starts on the 1 October of each year and ends on 30 September of the following year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 30 September, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's

nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and payment

All shares have been subscribed as follows:

CS Stella (LUX) S.à r.l., prenamed:	12,500 (twelve thousand five hundred) shares
Total:	12,500 (twelve thousand five hundred) shares

All shares have been fully paid-up by means of a contribution in cash in an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), so that the sum of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) is at the free disposal of the Company.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 30 September 2016.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately 1,500.- euro.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital of the Company, has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers of the Company is set at 6 (six). The meeting appoints as managers of the Company, for an unlimited period, the following persons:

(1) Jasmin Heitz, born on 28 March 1982 in Saarbrücken, Germany, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(2) Matthias Kath-Burdack, born on 29 September 1970 in Jena, Germany, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(3) Vincent Charuel, born on 28 January 1978 in Saint-Quentin, France, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(4) Thomas Gemeinholzer, born on 3 February 1967 in Baden-Baden, Germany, with professional address at Jahnstraße 64, D-63150 Heusenstamm, Germany;

(5) Frank Müller, born on 31 December 1974 in Kaiserslautern, Germany, with professional address at Jahnstraße 64, D-63150 Heusenstamm, Germany; and

(6) Douglas Edwards, born on 29 March 1960 in Dover, Great Britain, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office is established at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation. At the request of the same proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the German and English versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the proxyholder of the appearing party, which is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the notary.

Es folgt die deutsche Übersetzung des Vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am sechzehnten November.

Vor Maître Jacques Kessler, Notar mit Amtswohnsitz in Pétange, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

CS Stella (LUX) S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 4a Rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro), dessen Eintragung im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxembourg gegenwärtig veranlasst wird;

vertreten durch Frau Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, Privatbeamtin, mit Berufsanschrift Pétange, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

In ihrer oben angegebenen Eigenschaft ersucht die Erschienene den unterzeichneten Notar, die Satzung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung " Stella (LUX) Holding S.à r.l." (die Gesellschaft).

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist die Ausführung aller Aktivitäten die direkt oder indirekt mit dem Erwerb von Beteiligungen an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, in welcher Form auch immer diese gegründet sein mögen, zusammenhängen, sowie die Verwaltung, Geschäftsleitung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Verwertung und Liquidation eines aus Vermögenswerten jeglicher Herkunft zusammengestellten Portfolios verwenden, zum Erwerb von Vermögensgegenständen jeglicher Art, zur Investition in solche Vermögenswerte und zu deren Verkauf, seien diese materieller oder immaterieller, beweglicher oder unbeweglicher Natur, insbesondere, Wertpapierportfolios jeglicher Herkunft. Sie kann ihre Mittel einsetzen, um sich an der Gründung, dem Erwerb, der Entwicklung und Kontrolle jeglichen Unternehmens zu beteiligen, um Wertpapiere und geistiges Eigentum und Immobilien durch Einlage, Zeichnung oder im Wege einer Kaufoption zu erwerben, durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Weise darüber zu verfügen und sie weiterzuentwickeln. Die Gesellschaft kann Lizenzen vergeben und Rechte an geistigem Eigentum übertragen.

Die Gesellschaft darf sich Finanzmittel und Kredite jeder Art beschaffen, nicht jedoch öffentliche Anleihen begeben. Sie darf allein im Wege der nicht öffentlichen Ausgabe Emissionen, Schuldverschreibungen, Anleihen, Schuldscheine sowie jede Art von Namenspapieren begeben. Die Gesellschaft kann ebenso Kredite an ihre Tochtergesellschaften und Schwestergesellschaften vergeben, dies auch dann, wenn sie entsprechende Mittel durch einen Kredit oder die Ausgabe von Wertpapieren bezieht.

Die Gesellschaft darf Dritten Garantien und Sicherheiten gewähren, um ihre Verpflichtungen und die der Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält und die Verpflichtungen der Gesellschaften, die derselben Unternehmensgruppe angehören, zu; außerdem darf sie diese Gesellschaften unterstützen, indem sie sie unter anderem bei deren Verwaltung und Entwicklung sowie der Verwaltung und Entwicklung deren Portfolios unterstützt und sie finanziell durch Kredite, Darlehen und Garantien absichert. Sie darf ihre Aktiva ganz oder teilweise verpfänden, abtreten, belasten oder auf jede andere Art und Weise besichern.

Die Gesellschaft kann alle Aktivitäten kommerzieller, industrieller und finanzieller Art, die Rechte an beweglichen oder unbeweglichen Gegenständen betreffen, ausführen, soweit sie in Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehen oder ihrer Entwicklung förderlich sind.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxembourg.

Durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers, des Geschäftsführerrats oder durch Beschluss der Gesellschafterversammlung verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen im Inland und Ausland errichten und unterhalten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro), eingeteilt in 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 1 (ein Euro) pro Anteil.

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit gemäß Artikel 15 dieser Satzung durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen. Anteile eines Alleingeschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen auf Dritte im Wege eines Rechtsgeschäfts unter Lebenden nur mit Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung erfolgen, wobei für eine solche Genehmigung eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern der Gesellschaft bedarf es einer solchen Genehmigung nicht.

Die Übertragung der Anteile an Dritte im Falle des Todes eines Gesellschafters bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln der überlebenden Gesellschafter.

In jedem Fall müssen die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (Gesetz von 1915) eingehalten werden.

Art. 10. Rückkauf von Anteilen. Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven und Gewinne verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses durch die Gesellschafterversammlung bzw. durch einen entsprechenden Alleingesellschafterbeschluss zu den in dem zum Eigenanteilserwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern. Derartige Beschlüsse unterliegen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der erforderlichen Mehrheit den in Artikel 15 der Satzung niedergelegten Voraussetzungen einer Satzungsänderung.

Art. 11. Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs der Gesellschafter. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Zahlungsunfähigkeit oder dem Konkurs eines Gesellschafters. Dies gilt auch im Falle eines Alleingesellschafters.

Art. 12. Geschäftsführung. Wenn mehrere Geschäftsführer bestellt werden, bilden sie einen Geschäftsführerrat. Der (die) Geschäftsführer muss (müssen) kein(e) Gesellschafter sein. Der (die) Geschäftsführer wird (werden) durch die Gesellschafterversammlung ernannt, abberufen und ersetzt, wobei eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertritt.

Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit den Geschäftsführer, oder wenn mehrere Geschäftsführer bestellt wurden, jeden von ihnen ad nutum (ohne Angabe von Gründen) abberufen und ersetzen.

Der oder die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, sofern die Regelungen dieses Artikels 12 beachtet werden.

Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat, ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen sind.

Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, wird sie durch die Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

Der Geschäftsführer, oder, im Fall einer Mehrheit von Geschäftsführern, zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich, können ihre Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad-hoc-Bevollmächtigte (Prokuristen) delegieren. Der Geschäftsführer, oder im Fall von mehreren Geschäftsführern, der jeweilige oder die jeweiligen Geschäftsführer, die ihre Befugnisse delegieren, legen die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (wenn das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, werden die Beschlüsse des Geschäftsführerrates mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Wenn die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, können Beschlüsse nur gefasst werden und kann der Geschäftsführerrat nur handeln, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Der Geschäftsführerrat darf einen Vorsitzenden auf Zeit für jede Sitzung des Geschäftsführerrates wählen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende auf Zeit, sofern einer gewählt worden ist, wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, muss jede Sitzung wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann von zwei Geschäftsführern gemeinsam einberufen werden. Wenn alle Geschäftsführer, ob anwesend oder vertreten, in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikations-

mittel (wie oben beschrieben) teilnimmt, gilt als persönlich anwesend; eine solche über Fernkommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten, sofern diese ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichen Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

Art. 13. Verbindlichkeiten des Geschäftsführers/der Geschäftsführer. Der/die Geschäftsführer (je nachdem) haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

Art. 14. Generalversammlung der Gesellschafter. Eine jährliche Generalversammlung des Alleingesellschafters, oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern, der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

Andere Versammlungen des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

Solange die Gesellschaft nicht mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Generalversammlung bedarf. In diesem Fall, muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab (die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen).

Art. 15. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit. Ein Alleingesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Änderungen der Satzung der Gesellschaft können, sofern das Gesetz von 1915 nichts anderes zulässt, jedoch nur durch eine Stimmenmehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten; die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig beschlossen werden.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September des darauffolgenden Jahres.

Art. 17. Finanzberichte. Jedes Jahr zum 30. September werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, vom Geschäftsführerrat, aufgestellt.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 18. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Die Gesellschafterversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern die Geschäftsführer, kann bzw. können beschließen, Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 19. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

Art. 20. Aufsicht und Kontrolle. Gemäß Artikel 200 des Gesetzes von 1915 muss die Gesellschaft einen Wirtschaftsprüfer (commissaire aux comptes) ernennen, wenn sie mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat. Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) muss ernannt werden, wenn die Befreiung nach Artikel 69 (2) 256 und 215 des Gesetzes von 19. Dezember 2002 zum Handels- und Gesellschafterregister sowie zur Buchführung und Jahresabschluss der Unternehmen keine Anwendung findet.

Art. 21. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz von 1915.

Zeichnung Und Einzahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

CS Stella (LUX) S.à r.l., oben genannt: 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile
 Total: 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile
 Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 30. September 2016.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr 1.500,- euro.

Generalversammlung des Gesellschafters nach der Gründung

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der oben genannte Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital auf sich vereinigt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. der Geschäftsführerrat hat 6 (sechs) Mitglieder. Zu Geschäftsführern der Gesellschaft werden folgende Personen für eine unbestimmte Zeit ernannt:

(1) Jasmin Heitz, geboren am 28. März 1982 in Saarbrücken, Deutschland, mit Berufsanschrift in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg;

(2) Matthias Kath-Burdack, geboren am 29. September 1970 in Jena, Deutschland, mit Berufsanschrift in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg;

(3) Vincent Charuel, geboren am 28. Januar 1978 in Saint-Quentin, Frankreich, mit Berufsanschrift in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg;

(4) Thomas Gemeinholzer, geboren am 3. Februar 1967 in Baden-Baden, Deutschland, mit Berufsanschrift in Jahnstraße 64, D-63150 Heusenstamm, Deutschland;

(5) Frank Müller, geboren am 31. Dezember 1974 in Kaiserslautern, Deutschland, mit Berufsanschrift in Jahnstraße 64, D-63150 Heusenstamm, Deutschland; and

(6) Douglas Edwards, born on 29. März 1960 in Dover, Großbritannien, mit Berufsanschrift in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg.

2. der Sitz der Gesellschaft wird unter folgender Anschrift festgesetzt: 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg.

Der unterzeichnete Notar, der der deutschen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erscheinenden Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des deutschen vom englischen Text der englische Text maßgebend ist.

Worüber, die vorliegende Urkunde zum eingangs genannten Datum in Pétange erstellt wird.

Als Zeuge wovon wir, der unterzeichnete Notar, unsere Unterschrift und unser Siegel unter dem oben genannten Datum unter diese Urkunde setzen.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden hat der Bevollmächtigte der Erschienenen mit uns, dem unterzeichneten Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 novembre 2015. Relation: EAC/2015/27063. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015190558/408.

(150213064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

SCHENGEN SCS 2, Société en Commandite simple.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 201.710.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-six octobre.

Par et entre les suivants:

Advanzia Bank S.A., une société de droit Luxembourgeois, dont le siège social est établi à L-5365 Munsbach, 9 rue Gabriel Lippmann, inscrite auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.476, ci-après l'«Associé Commandité»,

ET

Schengen SCS 1, une société de droit Luxembourgeois, dont le siège social est établi à L-5365 Munsbach, 9 rue Gabriel Lippmann, en cours d'inscription auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg,

ci-après l'«Associé Commanditaire»,

ci-après désignés ensemble les «Associés»,

Il est constitué une société en commandite simple, qui est régie par les lois y relatives, spécifiquement les articles 16 à 22 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après la «Loi») telle que modifiée par la suite et par les présents statuts, ci-après désignée la «Société»,

Art. 1^{er}. Dénomination. La Société a pour dénomination: Schengen SCS 2.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée. Elle prendra effet et sera pleinement opérationnel à compter de la date des présentes.

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège de la Société est établi à L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

3.2 Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'Associé Commandité.

3.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'Associé Commandité.

Art. 4. Objet.

4.1 La Société a pour objet l'acquisition, la gestion, le développement et la cession de participations, au Luxembourg et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participations, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

4.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre au public. Elle peut procéder à l'émission, par voie de placement privé uniquement, des actions, obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances.

4.3 La Société pourra également contracter des emprunts et accorder toutes sortes de soutien, prêts, avances et garanties aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ainsi qu'à toutes autres sociétés affiliées. Elle peut aussi donner des garanties et accorder des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées, ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, céder, nantir toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

4.4 La Société peut détenir des intérêts dans des sociétés et partenariats de toutes sortes. Elle peut aussi acquérir, développer, des licences et sous-licences, disposer de brevets, licences et tout autre droits intellectuels, ainsi que les droits qui en découlent ou les complètent. En outre, la Société peut acquérir, gérer, développer et aliéner des biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, et peut louer ou disposer de biens mobiliers.

4.5 En général, la Société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales et financières que ce soit en matière de titres ou de biens immobiliers qu'elle jugera utile pour l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Capital, Apports.

5.1 Le capital social est fixé à EUR 10.000.- (dix mille euros) représenté par 10.000 (dix mille) parts d'intérêt d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

5.2 Apports:

- L'Associé Commandité effectue un apport en numéraire de EUR 1.- (un euro) pour lequel il lui est attribué 1 (une) part d'intérêt.

- L'Associé Commanditaire effectue un apport en numéraire de EUR 9.999.- (neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros) pour lequel il lui est attribué 9.999 (neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) parts d'intérêt.

- Les apports en numéraire, soit EUR 10.000.- (dix mille euros) ont été libérés intégralement, tel qu'établi par les Associés, de sorte que la somme de EUR 10.000.- (dix mille euros) est à partir de maintenant à la libre disposition de la Société.

Art. 6. Transfert des parts d'intérêts.

6.1 Les Associés Commandités ou Commanditaires ne peuvent vendre, assigner, transférer, échanger, louer, gager, grever, hypothéquer, nantir ou autrement transmettre ou créer de toute autre manière des sûretés sur, volontairement ou par disposition de la loi, tout ou partie de leurs parts d'intérêts dans la Société, qu'avec l'accord écrit préalable unanime de tous les associés.

6.2 Une telle cession de parts ne peut s'opérer que si les dispositions de l'article 1690 du code civil sont respectées.

Art. 7. Gestion de la Société.

7.1 La Société est gérée et représentée par un ou plusieurs gérants (les(s) «Gérant(s)») associés ou non. Les Gérant(s) peut(vent), au nom de la Société, passer tout acte d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société, dans la limite des dispositions expressément réservées par la loi ou par les présents statuts.

Les Associés décident de nommer Gérants de la Société pour une durée indéterminée;

- Monsieur Eirik HOLTEDAHL, directeur financier, né le 19 janvier 1968 à Oslo, Norvège, demeurant professionnellement à L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann;

- Monsieur Marc HENTGEN, directeur exécutif, né le 12 février 1960 à Dudelange, Luxembourg, demeurant professionnellement à L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann;

- Monsieur Stéphane MAUS, chef comptable, né le 28 février 1976 à Worms, Allemagne, demeurant professionnellement à L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

7.2 Les Gérants sont nommés et révoqués sur décision à la majorité simple de l'assemblée générale des associés, le consentement exprès de l'Associé Commandité étant requis, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs mandats.

7.3 Les Gérants sont nommés pour une durée indéterminée et pourront être réélus. Les Gérants sont révocables avec ou sans raisons, «ad nutum», à tout moment.

7.4 Les créanciers, héritiers et ayants cause d'un Gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

7.5 Les Gérants n'engagent aucune responsabilité personnelle du fait de leurs fonctions, ni eu égard aux engagements qu'ils prennent au nom et pour le compte de la Société. En sa qualité de Gérant, il/elle n'est responsable que de l'exécution de ses obligations conformément à l'article 59 de la Loi.

7.6 La Société sera valablement engagée par la seule signature du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants en cas de pluralité de Gérants.

7.7 La Société sera valablement engagée par la signature de la ou des personnes ayant reçu une délégation de pouvoir émanant d'un (des) Gérant(s).

7.8 Le(s) Gérant(s) ont les pleins pouvoirs dans la gestion de la Société dans la limite des dispositions expressément réservées à l'assemblée générale par la Loi ou par les présents statuts.

Art. 8. Responsabilité des associés.

8.1 L'Associé Commandité est responsable indéfiniment, conjointement et solidairement des engagements de la Société.

8.2 L'Associé Commanditaire, n'est tenu des dettes et pertes de la Société que jusqu'à concurrence des fonds dont il a fait apport.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des Associés.

9.1 Les décisions des Associés sont prises en assemblée générale (ci-après l'«Assemblée Générale»).

9.2 L'Assemblée Générale peut être convoquée par le Gérant unique, par la signature conjointe de deux Gérants, par l'Associé Commandité (ou dans le cas de pluralité d'Associés Commandités, conjointement par les Associés Commandités) ou à la demande d'un des Associés détenant au moins cinq pourcent (5%) du capital social. L'avis de convocation devra mentionner l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, ainsi que les date et heure de celle-ci.

9.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et s'ils attestent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans avis de convocation préalable.

9.4 Les résolutions présent par l'Assemblée Générale doivent être adoptées à la majorité des votes émis (les abstentions ne sont pas comptabilisées comme des votes), sauf stipulations contraires de la Loi ou des statuts. Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Loi, toute décision relative à une modification de l'objet de la Société, au changement de nationalité, à sa transformation ou encore à sa liquidation sera prise par les Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) des parts d'intérêts et dans tous les cas l'accord de tous les Associés Commandités est requis.

9.5 Chaque part d'intérêt donne droit à une voix.

9.6 L'Assemblée Générale sera tenue valablement quel que soit le nombre de parts d'intérêts y représenté sauf si la Loi ou les présents statuts en disposent autrement.

9.7 L'ordre du jour, les délibérations ainsi que les résolutions de l'Assemblée Générale doivent être consignés dans des procès-verbaux et seront signés par les Associés présents ou représentés. Les procès-verbaux seront conservés en original au siège social de la Société.

9.8 Toutes les résolutions présent par l'Assemblée Générale requièrent le consentement (unanime) des Associés Commandités.

Art. 10. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier (1^{er}) janvier et finit le trente et un (31) décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice social qui commence le jour de la constitution de la Société et finit le trente et un (31) décembre 2016.

Art. 11. Approbation des comptes annuels et Allocation et Distribution des profits et pertes.

11.1 L'assemblée générale annuelle des Associés devra approuver, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, le rapport de gestion, les comptes de pertes et profits, l'allocation des résultats et donner décharge au(x) Gérant(s).

11.2 Le bénéfice net sera distribué aux Associés à concurrence de leurs contributions respectives au capital social de la Société.

11.3 Les dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, selon les conditions suivantes:

- (i) Des comptes intérimaires sont établis par les Gérants de la Société,
- (ii) Ces comptes font état d'un profit, y inclus les profits reportés,
- (iii) La décision de distribuer un dividende intérimaire est prise par les Gérants,
- (iv) Le paiement sera effectué une fois que la Société aura obtenu l'assurance que les droits des créanciers significatifs de la Société ne sont pas menacés.

Art. 12. Dissolution et clôture de la liquidation.

12.1 La dissolution volontaire et la liquidation de la Société requière l'approbation des Associés représentant au moins trois quart (3/4) des parts d'intérêts et, dans tous les cas, l'approbation du/des Associés Commandités est requise.

12.2 La mort, la dissolution, l'incapacité, la révocation, la démission, l'empêchement, la faillite ou toutes autres procédures similaires dirigées contre n'importe lequel des Associés, y compris l'Associé Commandité unique, n'auront pas pour effet de déclencher la dissolution de la Société.

12.3 Hormis le cas où des liquidateurs sont nommés par une résolution de l'Assemblée Générale nécessitant le consentement unanime de tous les Associés Commandités, le(s) Gérant(s) agiront comme liquidateurs de la Société.

12.4 Les actifs de la Société restant une fois l'ensemble des créanciers désintéressé, seront distribués entre les Associés à concurrence de leurs contributions respectives au capital social de la Société.

Art. 13. Divers. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux lois en vigueur.

Le présent acte est rédigé en langue française et anglaise et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture par les Associés, ces derniers ont signés le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand fifteen, on the 26th October,

By and between the following:

1. Advanzia Bank S.A., a Luxembourg company, having its registered office at L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, registered at the Luxembourg trade and companies register under the number B 109.476,

Hereinafter referred to as the "General Partner"

And

2. Schengen SCS 1, a Luxembourg company, having its registered office at L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, not yet registered at the Luxembourg trade and companies register;

Hereinafter referred to as the "Limited Partner"

Hereinafter together referred to as the "Partners",

There is hereby established a limited partnership regulated by the applicable laws, specifically articles 16 through 22 of the law dated August 10, 1915 concerning commercial companies (hereafter referred to as the "Law") and the present articles (hereafter referred to as the "Partnership").

Art. 1. Name. The Partnership's name shall be: Schengen SCS 2.

Art. 2. Duration. The Partnership is established for an undetermined period. It will take effect and will be fully operational as of the date hereof.

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Partnership is established at L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

3.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the general partner.

3.3 If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Partnership. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the general partner.

Art. 4. Purpose.

4.1 The object of the Partnership is the acquisition, the management, the enhancement and disposal of participations, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever. The Partnership may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

4.2 The Partnership may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities.

4.3 The Partnership may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or to any other affiliated companies. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Partnership may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets.

4.4 The Partnership may hold interests in partnerships. It may also acquire, enhance, licence and sub-licence and dispose of patents, licences, and all other intangible property, as well as rights deriving there from or supplementing them. In addition, the Partnership may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose of moveable property.

4.5 In general, the Partnership may carry out all commercial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purpose.

Art. 5. Capital, contributions.

5.1 The capital is set at EUR 10,000.- (ten thousand Euro), represented by 10,000 (ten thousand) partnership interests with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.

5.2 Contributions:

- The general partner makes cash contribution of EUR 1.- EUR (one Euro) in counterpart of which he receives 1 (one) partnership interest.

- The limited partner makes cash contribution of 9,999.- EUR (nine thousand nine hundred ninety-nine Euro) in counterpart of which he receives 9,999 (nine thousand nine hundred ninety-nine) partnership interests.

- The total cash contributions of EUR 10,000.-, have been fully paid in cash, as ascertained by the partners, so that the sum of EUR 10,000.- is from now on at the free disposal of the Partnership.

Art. 6. Transfer of partnership interests.

6.1 The general or limited partners may not sell, assign transfer, exchange, lease, mortgage, charge, hypothecate, pledge or otherwise convey or encumber, voluntarily or by operation of law, all or any portion of such partner's interest in the partnership unless it is unanimously and previously approved in writing by all partners.

6.2 Such transfer is only valid if the procedures required by article 1690 of the civil code are fulfilled.

Art. 7. Managing of the Partnership - representation and conduct of business of the Partnership.

7.1 The Partnership shall be managed and represented by one or several managers (the "Manager(s)"), who may be partners or not. The Manager(s) are vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and other acts in the Partnership's interest which are not expressly reserved by the Law or by these Articles to the meeting of the Partners.

The Partners decide to appoint managers of the Partnership for an unlimited period of time:

- Mr. Eirik Holtedahl, Chief Financial Officer, born on 19.01.1968, in Oslo, Norway, residing professionally at L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann;

- Mr. Marc Hentgen, Chief Executive Officer, born on 12.02.1960, in Dudelange, Luxembourg, residing professionally at L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann;

- Mr. Stephan Maus, Chief Accountant, born on 28.02.1976, in Worms, Germany, residing professionally at L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

7.2 Manager(s) are appointed and removed from office by a decision of the simple majority decision of the general meeting of Partners, including the express consent of the General Partner, which determines their powers and the term of their mandates.

7.3 The Manager(s) are appointed for an undetermined period and may be re-elected. The Manager(s) may be revoked with or without cause, ad nutum, at any time.

7.4 Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Partnership.

7.5 No Manager(s) commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Partnership. In its capacity as mandate, he/she is only liable for the performance of his/her duties, in accordance with Article 59 of the Law.

7.6 The Partnership will only be validly bound by the sole signature of the sole Manager or in case of several Managers by the joint signature of two managers.

7.7 In any event, the Partnership will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the Manager(s).

7.8 The Manager(s) has the fullest capacity and power to conduct the affairs of the Partnership which have not been expressly reserved to the competence of the General Meeting by the Law or these articles.

Art. 8. Partner's liability.

8.1 The general Partner(s) is/are indefinitely, jointly and severally liable as regards to the Partnership's liabilities.

8.2 The limited Partner(s) liability is strictly limited to its/their respective contributions to the Partnership.

Art. 9. Annual meeting of Partners.

9.1 The decisions of the Partners are taken in general meeting of Partners (the "General Meeting").

9.2 The General Meeting shall be convened either by the sole Manager, the joint signature of two Managers, the General Partner (or in case of plurality of general partners, by the general partners acting jointly) or at the request of partners holding at least five percent (5%) of the Partnership interests. The Convening Notice shall detail the agenda of the General Meeting, as well as the date and hour of the General Meeting.

9.3 No prior convening is required for any General Meeting held with the unanimous quorum of Partners declaring having been sufficiently informed about the agenda of the meeting.

9.4 The resolutions of the General Meeting shall be adopted by a majority of votes cast (abstentions shall not be counted as votes), unless the Law and these articles provide otherwise. In particular, in accordance with Article 20 of the Law, any amendment of the object of the Partnership, the change of nationality of the Partnership, the transformation or the liquidation of the Partnership shall require the approval of partners representing three-quarter (3/4) at least of the issued Partnership interests and, in any case, the approval of all general Partners.

9.5 Each Partnership Interest shall give the right to one vote at the General Meeting.

9.6 The General Meeting shall be held validly regardless of the number of Partnership Interests represented thereat, unless the Law or this Agreement provide otherwise.

9.7 The agenda, deliberations and resolutions of the General Meeting shall be recorded in minutes and shall be executed by the Partners present or represented thereat. The minutes shall be kept in original at the registered office of the Partnership.

9.8 Any resolutions taken by the General Meeting shall require the (unanimous) consent of the General Partner(s).

Art. 10. Accounting year. The accounting year of the Partnership shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the establishment of the partnership and shall terminate on the 31st of December 2016.

Art. 11. Annual accounts approval and allocation and withdrawal of profits and losses.

11.1 The annual general meeting of the Partners is, at the latest within six months after each accounting year, required to approve the management report, the balance sheet and profit and loss account, the allocation of results and to grant discharge to the Manager(s).

11.2 The net profit shall be distributed to the Partners pro rata to their respective contribution to the capital of the Partnership.

11.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) Interim accounts are established by the managers of the Partnership,
- (ii) These accounts show a profit, including profits carried forward,
- (iii) The decision to pay interim dividends is taken by the managers,
- (iv) The payment is made once the Partnership has obtained the assurance that the rights of the significant creditors of the Partnership are not threatened.

Art. 12. Dissolution and liquidation.

12.1 The voluntary dissolution and liquidation of the Partnership shall require the approval of Partners representing three-quarter (3/4) at least of the issued Partnership Interests and, in any case, the approval of the General Partner(s).

12.2 The death, dissolution, legal incapacity, revocation, resignation, impeachment, bankruptcy or other similar proceedings in respect of any Partner including the sole General Partner shall not have as effect to trigger the dissolution of the Partnership.

12.3 Unless other liquidators are appointed pursuant to a resolution of the General Meeting requiring the unanimous consent of all general partners, the Manager(s) will act as liquidator of the Partnership.

12.4 The Partnership's assets remaining after the creditors' claims have been satisfied or secured will be distributed among the Partners pro rata to their respective contribution to the capital of the Partnership.

Art. 13. General. For each point not foreseen by the present articles, the Partners will refer to the applicable laws.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the persons appearing, they signed together the present deed.

For the General Partner

Marc Hentgen / Eirik Holtedahl

For the limited Partner

Marc Hentgen / Eirik Holtedahl

Référence de publication: 2015190571/289.

(150214023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

THB JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 48.201.906,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 165.909.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of November, before us Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared

TAMWEEVIEW EUROPEAN HOLDINGS S.A., a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 93081 ("Tamweelview"),

hereby represented by Maître Catherine Kremer, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 16 November 2015.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

Tamweelview has requested the undersigned notary to record that Tamweelview is the sole shareholder of THB JV S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of forty-seven million six hundred seventy-nine thousand four hundred six United States dollars (USD 47,679,406.-), with registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 16 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 499 of 24 February 2012 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 165909 ("THB JV"). The articles of incorporation of THB JV have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary of 15 September 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Tamweelview, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To consider and, if thought fit, increase the share capital of THB JV by an amount of five hundred twenty-two thousand five hundred United States dollars (USD 522,500.-) so as to raise it from its present amount of forty-seven million six hundred seventy-nine thousand four hundred six United States dollars (USD 47,679,406.-) to forty-eight million two hundred one thousand nine hundred six United States dollars (USD 48,201,906.-).

2 To consider and, if thought fit, issue five hundred twenty-two thousand five hundred (522,500) new shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To consider and, if thought fit, accept the subscription for these new shares with payment of a share premium in a total amount of fifty-one million seven hundred twenty-seven thousand five hundred United States dollars (USD 51,727,500.-) and to accept full payment for these new shares by a contribution in kind.

4 To consider and, if thought fit, amend the first paragraph of article 8 of the articles of incorporation of THB JV, in order to reflect the capital increase.

5 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

Tamweelview resolved to increase the corporate capital of THB JV by an amount of five hundred twenty-two thousand five hundred United States dollars (USD 522,500.-) so as to raise it from its present amount of forty-seven million six hundred seventy-nine thousand four hundred six United States dollars (USD 47,679,406.-) to forty-eight million two hundred one thousand nine hundred six United States dollars (USD 48,201,906.-).

Second resolution

Tamweelview resolved to issue five hundred twenty-two thousand five hundred (522,500) new shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared Tamweelview, as above mentioned.

Tamweelview declared to subscribe to five hundred twenty-two thousand five hundred (522,500) new shares, with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) per share, (the "Issued Shares") with payment of a share premium in a total amount of fifty-one million seven hundred twenty-seven thousand five hundred United States dollars (USD 51,727,500.-) and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind consisting of a claim held against THB JV representing an amount of fifty-two million two hundred fifty thousand United States dollars (USD 52,250,000.-) (the "Contribution in Kind").

The Contribution in Kind represents a value in the aggregate amount of fifty-two million two hundred fifty thousand United States dollars (USD 52,250,000.-).

Proof of the ownership by Tamweelview of the Contribution in Kind has been given to the undersigned notary.

Tamweelview declared that the Contribution in Kind is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind to THB JV without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to THB JV.

Tamweelview further stated that a report has been drawn up by the managers of THB JV wherein the Contribution in Kind is described and valued (the "Report").

The conclusions of the Report read as follows:

"Based on our valuation methodology, we have no observation to mention on the value of the Contribution in Kind which corresponds at least to the nominal value of the Issued Shares, together with the share premium thereon."

Third resolution

Tamweelview resolved to accept said subscription and payment and to allot the five hundred twenty-two thousand five hundred (522,500) new shares according to the above mentioned subscription.

Fourth resolution

Tamweelview resolved to amend the first paragraph of article 8 of the articles of incorporation of THB JV in order to reflect the above resolutions.

Said paragraph will from now on read as follows:

"The share capital is set at forty-eight million two hundred one thousand nine hundred six United States dollars (USD 48,201,906.-), represented by forty-eight million two hundred one thousand nine hundred six (48,201,906) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by THB JV as a result of the present deed are estimated at six thousand seven hundred euro (EUR 6,700.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour du mois de novembre,

par-devant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand Duché de Luxembourg,

a comparu:

TAMWEELVIEW EUROPEAN HOLDINGS S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 93081 («Tamweelview»),

représenté aux fins des présentes par Maître Catherine Kremer, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 16 novembre 2015.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

Tamweelview a requis le notaire instrumentant d'acter que Tamweelview est le seul et unique associé de THB JV S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de quarante-sept millions six cent soixante-dix-neuf mille quatre cent six dollars des Etats-Unis (USD 47.679.406,-), dont le siège social est au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné en

date du 16 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 499 du 24 février 2012 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165909 (la «THB JV»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 15 septembre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Tamweelview, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Examen de et, si jugé approprié, décision d'augmenter le capital social de THB JV à concurrence d'un montant de cinq cent vingt-deux mille cinq cents dollars des Etats-Unis (USD 522.500,-) pour le porter de son montant actuel de quarante-sept millions six cent soixante-dix-neuf mille quatre cent six dollars des Etats-Unis (USD 47.679.406,-) à un montant de quarante-huit millions deux cent un mille neuf cent six dollars des Etats-Unis (USD 48.201.906,-).

2 Examen de et, si jugé approprié, décision d'émettre cinq cent vingt-deux mille cinq cents (522.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Examen de et, si jugé approprié, décision d'accepter la souscription de ces nouvelles parts sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cinquante-et-un millions sept cent vingt-sept mille cinq cents dollars des Etats-Unis (USD 51.727.500,-) et acceptation du paiement intégral par une contribution en nature.

4 Examen de et, si jugé approprié, décision de modifier l'alinéa premier de l'article 8 des statuts de THB JV, afin de refléter l'augmentation de capital.

5 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Tamweelview a décidé d'augmenter le capital social de THB JV à concurrence d'un montant de cinq cent vingt-deux mille cinq cents dollars des Etats-Unis (USD 522.500,-) pour le porter de son montant actuel de quarante-sept millions six cent soixante-dix-neuf mille quatre cent six dollars des Etats-Unis (USD 47.679.406,-) à un montant de quarante-huit millions deux cent un mille neuf cent six dollars des Etats-Unis (USD 48.201.906,-).

Deuxième résolution

Tamweelview a décidé d'émettre cinq cent vingt-deux mille cinq cents (522.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu Tamweelview, représenté comme indiqué ci-avant.

Tamweelview a déclaré souscrire cinq cent vingt-deux mille cinq cent (522.500) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1,-) chacune, (les «Parts Sociales Emises») avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cinquante-et-un millions sept cent vingt-sept mille cinq cents dollars des Etats-Unis (USD 51.727.500,-) et libérer intégralement ces parts sociales nouvelles par l'apport en nature d'une créance détenue contre THB JV représentant un montant de cinquante-deux millions deux cent cinquante mille dollars des Etats-Unis (USD 52.250.000,-) (l'«Apport en Nature»).

La preuve par Tamweelview de la propriété de l'Apport en Nature a été rapportée au notaire soussigné.

Tamweelview a déclaré encore que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport en Nature à THB JV et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport en Nature à THB JV.

Tamweelview a déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de THB JV dans lequel l'Apport en Nature est décrit et évalué (le «Rapport d'Evaluation»).

Les conclusions du Rapport d'Evaluation sont les suivantes:

«Sur la base de notre méthode d'évaluation, nous n'avons pas d'observation à mentionner quant à la valeur de l'Apport en Nature qui est au moins égale à la valeur nominale des Parts Sociales Emises, avec la prime d'émission y afférente.»

Troisième résolution

Tamweelview a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'allouer les cinq cent vingt-deux mille cinq cents (522.500) parts sociales nouvelles conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Quatrième résolution

Tamweelview a décidé de modifier l'alinéa premier de l'article 8 des statuts de THB JV pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital social est fixé à quarante-huit millions deux cent un mille neuf cent six dollars des Etats-Unis (USD 48.201.906,-), représenté par quarante-huit millions deux cent un mille neuf cent six (48.201.906) parts sociales d'une valeur d'un dollar des Etats-Unis (USD 1,-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par THB JV en raison du présent acte sont évalués à six mille sept cents euros (EUR 6.700,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: C. KREMER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 20 novembre 2015. Relation: DAC/2015/19697. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190622/173.

(150212688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Melezes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 177.663.

L'an deux mille quinze, le vingt-sept octobre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Renaud HAMAIDE, dirigeant de société, demeurant à F-75001 Paris, 25, rue Danielle Casanova, ici valablement représenté par Monsieur Koen Van HUYNEGEM, expert-comptable, résidant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 17 octobre 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne variatur» par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

I. Lequel comparant a requis le notaire soussigné d'acter qu'il est le seul et unique associé de la société «MELEZES S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 177.663, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 26 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1742 du 19 juillet 2013, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution (ci-après la "Société").

II.- Le capital social de la Société est fixé à neuf millions neuf cent soixante-dix-neuf mille trois cents Euros (EUR 9.979.300,-) divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-treize (99.793) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes entièrement libérées et appartenant à l'associé unique préqualifié.

III. L'associé unique, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire soussigné de prendre acte de la résolution suivante:

Première résolution

L'associé unique décide de changer l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet le conseil économique.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut également:

- participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière;
- prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations;
- réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles et commerciales liées directement ou indirectement à son objet;
- détenir des marques et brevets;
- réaliser son objet directement ou indirectement en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.»

Deuxième résolution

L'associé unique nomme comme gérants de la société pour une durée indéterminée:

1.- Mme Stéphanie DE LOUVIGNY, dirigeante de société, née le 12 octobre 1989 à Vernon (France), demeurant professionnellement à F-75008 Paris, 10 rue Lord Byron, en qualité de gérante de catégorie B;

2.- Mme Alexandra HAMAIDE, dirigeante de société, née le 15 novembre 1970 à Tassin-la-Demi-Lune (France), demeurant à F-75001 Paris, 25 rue Danielle Casanova, en qualité de gérante de catégorie A.

Troisième résolution

L'associé unique change la qualité du gérant Mr. Renaud HAMAIDE de sa qualité actuelle en la qualité de gérant de catégorie B.

Quatrième résolution

L'associé unique décide que dorénavant la société sera valablement engagée envers les tiers et en toutes circonstances par la seule individuelle d'un gérant catégorie A ou par la signature conjointe de deux gérants de catégorie B.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de sept cents euros (EUR 700,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par ses noms, prénoms usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: VAN HUYNEGEM, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 octobre 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 34515. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190402/73.

(150212607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Parcom SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 201.686.

EXTRACT

Parcom SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) (the "Partnership") has been formed on 19 November 2015.

- Rucio Investment S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174.030 ("Rucio") is the unlimited partner, jointly and severally liability for all the obligations of the Partnership.

- The corporate object of the Partnership is the following:

The object of the Partnership is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Partnership may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

The Partnership may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not.

The Partnership may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Partnership will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required license. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Partnership will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required license. The Partnership may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Partnership may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Partnership against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Partnership may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

- The registered office of the Partnership is set at 291 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.
- Rucio is the manager of the Partnership (the "Manager").

The Manager will have the broadest powers to administer and manage the Partnership, to act in the name of the Partnership in all circumstances, and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Partnership's corporate object.

The Partnership shall be bound by the sole signature of the Manager.

The Manager has been appointed on 19 November 2015 for an unlimited period of time.

- The Partnership was established for an unlimited period of time.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Parcom SCSp, une société en commandite spéciale (la «Société») a été formée le 19 novembre 2015.

- Rucio Investment S.à r.l, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 174.030 ("Rucio") est l'associé commandité de la Société, responsable indéfiniment et solidairement des engagements sociaux.

- L'objet de la Société est le suivant:

L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non.

La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

La Société pourra aussi investir dans l'immobilier et/ou tous types de droits immobiliers, et directement ou indirectement les exploiter et les développer. La Société pourra vendre, céder ou autrement disposer d'une partie ou de tous ses avoirs ou droits immobiliers.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

- Le siège social de la Société a été fixé au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.
- Rucio est le gérant de la Société (le «Gérant»).

Le Gérant a les pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer la Société, pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Gérant.

Le Gérant a été nommé le 19 novembre 2015 pour une durée illimitée.

- La Société a été constituée le 19 novembre 2015 pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015190449/89.

(150213454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

S.C.I. RIBEIRO IMMO, Société Civile.

Siège social: L-4750 Pétange, 73, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg E 5.782.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le trente Octobre,

Ont comparu:

1.-Monsieur DE OLIVEIRA RIBEIRO Mario Alexandre, né le 22 février 1983 à Oleiros (Portugal), demeurant 25 rue des Bruyères à B-6791 Athus.

2.- Madame ANDRE AIRES Sara Cristina, née le 12 septembre 1986 à Figueiro dos Vinhos (Portugal), demeurant 25 rue des Bruyères à B-6791 Athus.

Lesquels comparants ont arrêté comme suit les statuts d'une société civile qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société civile immobilière prend la dénomination «S.C.I. RIBEIRO IMMO».

Art. 2. La société a pour objet l'achat, la vente, la construction, l'aménagement, la gestion, l'administration et la mise en valeur d'un ou de plusieurs immeubles, en dehors de toutes opérations commerciales ainsi que l'exercice de toutes activités accessoires, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet principal.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Le siège de la société est établi à Pétange. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des gérants.

Art. 5. Le capital social est fixé à mille euros (1000,- €), représenté par cent (100) parts sociales de dix euros (10,00- €) chacune, réparties comme suit:

1.- DE OLIVEIRA RIBEIRO Mario Alexandre, quatre-vingt-dix-neuf parts	99
2.- ANDRE AIRES Sara Cristina, une part	<u>1</u>
Total: cent parts	100

Les parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de mille euros (1000,- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. La cession des parts s'opérera par acte authentique ou sous seing privé, en observant l'article 1690 du Code civil. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort par un associé à des non-associés (à l'exception des descendants en ligne directe) que moyennant l'agrément unanime des autres associés.

Art. 7. Les associés supportent les pertes de la société proportionnellement à leurs parts dans la société. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société.

Art. 8. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés à la majorité des voix. Le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la société et faire et autoriser tous actes et opérations nécessaires à la réalisation de son objet social.

La société est engagée à l'égard des tiers, soit par la signature conjointe des gérants, soit par la signature individuelle du gérant unique.

Art. 9. Le bilan est soumis à l'approbation des associés qui décident de l'emploi des bénéfices. En cas de distribution de bénéfice, les bénéfices sont répartis entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Art. 10. Le vote des délibérations de l'assemblée des associations, sur tous les points y compris les modifications statutaires, est déterminé, par la majorité des trois quarts des votes des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée des associés se réunira aussi souvent que les affaires de la société l'exigent sur convocation du ou des gérant(s) et sur convocation d'un ou de plusieurs associés. Pareille convocation doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 12. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2015.

Art. 13. La société ne prend pas fin par la mort, l'interdiction, la déconfiture ou la faillite d'un associé ou du ou des gérant(s).

Art. 14. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s), à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Art. 15. Les articles 1832 à 1872 du Code civil ainsi que les modifications apportées au régime des sociétés civiles par la loi du 18 septembre 1933 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Assemblée générale

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclarent se réunir à l'instant en assemblée générale et prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1-) Nomination de Monsieur DE OLIVEIRA RIBEIRO Mario Alexandre, préqualifié, au poste de gérant de la société pour une durée indéterminée.

2-) Le siège social est fixé à L-4750 Pétange, 73 route de Longwy

Fait et dressé à Bascharage, le 30 Octobre 2015.

DE OLIVEIRA RIBEIRO Mario Alexandre / ANDRE AIRES Sara Cristina

Associé / Associée

Référence de publication: 2015190535/67.

(150213885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Valpi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 100.947.

L'AN DEUX MIL QUINZE, LE SEIZE NOVEMBRE

Par devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "VALPI S.A.", une société inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.947, ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 21 mai 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, no 746 du 21 juillet et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date.

L'assemblée est présidée par Madame Stéphanie RAGNI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Stéphanie RAGNI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Qu'il ressort de la liste de présence que les trois cent quinze (315) actions avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) par action, représentant l'intégralité du capital social fixé à trente-et-un mille cinq cents euros (31.500,- EUR), sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour repris ci-après, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- Que ces actions sont toutes émises au porteur, et qu'elles ont été valablement déposées auprès de Dandois & Meynial, Etude d'avocats, avec adresse au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg nommé par le conseil d'administration de la société en date du 26 janvier 2015, en tant qu'agent dépositaire des actions au porteur de la Société pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

IV.- Que les détenteurs de ces actions se reconnaissent dûment convoqués à la présente assemblée de sorte que l'Assemblée Générale Extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour de la dite assemblée.

VI.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de mettre la Société en liquidation.
2. Nomination du liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Décharge à donner aux gérants
4. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, l'Assemblée Générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Assemblée Générale décide de nommer en qualité de liquidateur:

Monsieur Stéphane WARNIER, employé privé, né à Watermael-Boitsfort (Belgique) le 25 mars 1966, demeurant professionnellement au 23 rue Jean Jaurès. L-1836 Luxembourg.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation des actionnaires dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de donner décharge complète aux administrateurs de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ EUR 1.200.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite à la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. RAGNI, B. TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/36358. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015190650/77.

(150212996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Ålandsbanken Global Products SICAV II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 148.965.

CLOSURE OF LIQUIDATION

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh of November.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of ALANDSBANKEN GLOBAL PRODUCTS SICAV

II (the „Company“), a société d'investissement à capital variable having adopted the form of a société anonyme with registered office at 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, duly registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 148965, incorporated by a deed of the undersigned notary on October 14, 2009, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2267 of November 19, 2009. The Company has been put into liquidation by a notarial deed of the 11th May 2015, published in the Mémorial C, number 1771 of July 17, 2015.

The meeting was presided by Mrs Nicole Hoffmann, employee, professionally residing in Luxembourg, (the „Chairman“).

The Chairman appointed Mrs Fanny Marx, employee, professionally residing in Luxembourg, as secretary.

The Meeting elected Mrs Lydie Moulard, employee, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer.

The Chairman then declared and requested the notary to state the following:

I. That the present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda sent to all registered shareholders by mail on October 23, 2015 and published in the Mémorial C and in the Luxemburger Wort on October 23, 2015 and on November 2, 2015 as well as in the Svenska Dagbladet on October 23, 2015 and on November 2, 2015.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the Chairman, the secretary, the scrutineer, the proxy holders and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III. It appears from the attendance list, that out of 2 470 753,092 shares in circulation, 2 104 283,399 shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

IV. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

- Approval of the audited financial statements for the period January 1, 2015 to May 11, 2015;
- Discharge to be granted to the Board of Directors for their mandate for the period from January 1, 2015 to May 11, 2015;
- Presentation and approval of the report of the liquidator on the liquidation of the Fund;
- Presentation and approval of the report of the «réviseur d'entreprises agréé à la liquidation»;
- Decision on the distribution of the liquidation proceeds to the shareholders;
- Discharge to be given to the liquidator and the statutory auditor;
- Closing of the liquidation and designation of the place where all accounting documents, books, registers and all other documents of the Fund will be deposited and safekept for a period of 5 years;
- Miscellaneous

After the foregoing was approved by the general meeting, the general meeting took unanimously the following resolutions

First resolution

The meeting approves of the audited financial statements for the period from January 1, 2015 to May 11, 2015.

Second resolution

The meeting grants discharge to the Board of Directors for their mandate for the period from January 1, 2015 to May 11, 2015.

Third resolution

The meeting gets knowledge of the report of the liquidator on the liquidation of the Fund and approves the same.

Fourth resolution

The meeting gets knowledge of the report of the “réviseur d’entreprises agréé à la liquidation” and approves the same.

Fifth resolution

The meeting acknowledges that the remaining net asset are distributed to the shareholders.

Sixth resolution

The meeting grants discharge to the liquidator and the statutory auditor;

Seventh resolution

The meeting pronounces the closing of the liquidation and decides that all accounting documents, books, registers and all other documents of the Fund will be deposited and safekept for a period of 5 years at the registered office of the Company at L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Signé: N. HOFFMANN, F. MARX, L. MOULARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 16 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/36021. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190681/72.

(150214554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Vectorline Capital Management & Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 151.073.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den sechszwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit Amtswohnsitz zu Niederanven.

Sind erschienen:

1° European Capital Management & Consulting S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts, mit Sitz in L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle, eingetragen im Handels- und Firmenregister zu Luxembourg unter der Nummer B123711, hier vertreten durch Herr Richard KOHL, Bilanzbuchhalter, beruflich wohnhaft in L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkärrech, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche, nachdem sie „ne varietur“ durch den Erschienenen und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde, gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt, und

2° Herr Peter SCHURAU, Kaufman, geboren am 28. Juni 1963 in Emsdetten, wohnhaft in D-48282 Emsdetten, Schlösserweg 13 (Deutschland).

Die Erschienenen, vertreten wie vorerwähnt, erklären, dass sie laut nacherwähntem Kaufvertrag die einzigen Gesellschafter geworden sind der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Vectorline Capital Management & Consulting S.à r.l., mit Sitz in L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle, eingetragen im Handels- und Firmenregister zu Luxemburg unter der Nummer B 151073, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Martine SCHAEFFER mit Amtssitz in Luxemburg am 27. Januar 2010, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 521 vom 10. März 2010 (die „Gesellschaft“).

Die vorgenannten Erschienenen nehmen einstimmig folgenden Beschluss:

Erster und einziger Beschluss

Die vorgenannten Erschienenen stellen fest, dass laut privatschriftlichem Kaufvertrag vom 5. Oktober 2015, die European Capital Management & Consulting S.à r.l., vorbenannt, seine vierhundertvierundsiebzig (474) Anteile in vorbezeichneter Gesellschaft dem Herr Peter SCHURAU, vorgenannt unter 2°, übertragen hat zu dem zwischen den Parteien vereinbarten Preise, ausserhalb der Buchführung des unterzeichnenden Notars.

Eine Kopie vorbezeichneter Kaufvertrag wurde dem Notar vorgelegt.

Auf Grund der vorangehenden Abtretung werden die fünfhundert (500) Anteile der Gesellschaft nunmehr wie folgt gehalten:

- European Capital Management & Consulting S.à r.l., vorgeannt unter 1 ^o , hält sechszwanzig Anteile	26
- Herr Peter SCHURAU, vorgeannt unter 2 ^o , hält vierhundertvierundsiebzig Anteile	474
Insgesamt: fünfhundert Anteile	500

European Capital Management & Consulting S.à r.l., vorgeannt, hier vertreten durch Herrn Wolfgang SCHMIDT, geboren am 15. September 1969 in Köln, beruflich wohnhaft in L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle, handelnd in seiner Eigenschaft als alleinige Geschäftsführerin der Gesellschaft, nimmt laut einer Bescheinigung, die vorgeannten Abtretung im Namen der Gesellschaft gemäss den Bestimmungen von Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches, an.

Vorbenannte Bescheinigung bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass vorliegender Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf dreitausendneuhundert Euro (EUR 3.900,-) abgeschätzt.

Wörter über Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben diese gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Peter Schurau, Richard Kohl, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 28 octobre 2015. 1LAC/2015/34099. Reçu 12.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 9. November 2015.

Référence de publication: 2015190644/54.

(150213033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Accel London Investments IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.075.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 13 octobre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2015190689/13.

(150213475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

THEISEN & NOTHUM, Agence Principale d'Assurances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5370 Schuttrange, 30A, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg B 87.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour THEISEN & NOTHUM, Agence Principale d'Assurances S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

SOFINEX S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015197338/13.

(150221100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.